



CRISE EN EUROPE

## Votez et obéissez

David Wagner

**Les crises dans les Etats périphériques de l'Europe ne sont que le prélude du coup d'Etat rampant mis en oeuvre par les dirigeants de l'Union.**

Entre la catastrophe naturelle et nucléaire de Fukushima, la guerre civile en Libye et celle en Côte d'Ivoire, deux autres événements ont eu lieu ces derniers jours en Europe. Un référendum en Islande et une campagne électorale anticipée au Portugal. Nous en convenons : présenté comme cela, ces annonces ne font pas vraiment le poids. Pourtant, ce qui est en train de se dérouler en Europe est historique. Cette semaine, l'Islande a rejeté pour la seconde fois, par référendum, l'accord trouvé entre son gouvernement et ceux de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas, pour rembourser les pertes bancaires. L'île volcanique, première victime de la grande crise financière mondiale, n'entend plus s'agenouiller devant les marchés financiers.

Sur le continent, dans un registre un peu plus différent, c'est le Portugal qui est confronté aux attaques conjuguées du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Union européenne. Fin mars, le premier ministre portugais, le socialiste José Sócrates, a remis la démission de son gouvernement après le rejet par le parlement (son gouvernement était minoritaire et devait trouver des majorités d'appoint) de son quatrième (!) plan d'austérité. Les élections anticipées qui auront lieu le 5 juin permettront de changer la donne politique à Lisbonne, mais cela ne semble pas trop intéresser la Commission européenne, qui estime que, quels que soient les résultats, le prochain gouvernement devra appliquer les nouvelles mesures d'austérité en adéquation avec l'aide conditionnée du FMI.

Ce qui devient inquiétant, outre les mesures d'austérité irresponsables qui ne peuvent déboucher que sur davantage de pauvreté et de ralentissement économique, c'est que les institutions européennes ne font que peu de cas de la volonté démocratique et populaire. Cela se voit particulièrement dans un oukase que l'Eurogroupe, présidé par notre premier ministre Jean-Claude Juncker, a fait parvenir au Portugal : les forces politiques devront « parvenir à un accord interpartis permettant que le programme d'ajustement (...) soit mis en oeuvre de manière rapide après

la formation d'un nouveau gouvernement ». En d'autres termes : les élections, c'est bien beau, mais la purge sociale aura lieu, avec ou sans votre accord, chers Portugais. Pour la première fois depuis 1974, le peuple portugais voit sa souveraineté démocratique menacée. Mais pas que le Portugal ou la Grèce, qui vit les moments de grève les plus importants depuis la chute de la dictature des colonels.

Pour l'instant, les crises économique, sociale et politique palpables sont circonscrites à la périphérie de l'Europe. Mais les mesures antisociales et antidémocratiques risquent bientôt de nous concerner tous. Et il faut voir ce qui se cache derrière les mots. Les dirigeants européens parlent de « pacte de compétitivité » ou de « pacte pour l'euro ». Lors de la « deuxième phase » de la crise en 2009 (crise des dettes grecque et irlandaise), les néolibéraux y ont vu une « fenêtre d'opportunité » pour imposer à l'Europe une gouvernance néolibérale.

Le « pacte pour l'euro » adopté par le Conseil le mois passé en fixe les grandes lignes : en plus des contre-réformes touchant l'indexation des salaires, l'âge de la retraite, la réduction des « charges » fiscales sur le capital et la baisse des traitements des fonctionnaires, des mesures bien plus structurelles sont prévues. Le pacte de stabilité et de croissance devra être réformé. En clair : Un frein supplémentaire prévu par Maastricht sera ajouté aux dépenses publiques et les amendes seront renforcées de l'ordre de 0,2 du PIB pour les pays qui ne s'y tiendraient pas. Il va sans dire que la combinaison de ces politiques interdiront à l'avenir toute mesure redistributive des richesses.

Le coup porté est dur et il n'est pas étonnant que la réforme constitutionnelle, celle du Traité de Lisbonne, qui prévoit une amende de 0,1 du PIB et qui pourra être appliquée systématiquement, est censée être menée en catimini lors d'une conférence intergouvernementale en juin. Mais imaginons seulement que des citoyens européens souhaiteraient s'exprimer par référendum sur le coup d'Etat rampant qui est mis en oeuvre. Car les dirigeants européens ont fait ces dernières années de mauvaises expériences avec la démocratie. C'est pourquoi ils préfèrent l'abolir en douce.

### NEWS

Kontrollleur geschlossener Anstalten:  
„Ein Gefängnis ohne Drogen ist eine Illusion“ **S. 3**  
Anti-cléricalisme: L'effet AHA **p. 4**  
Immigration: Arrêtons les discours de la peur **p. 5**

### REGARDS

Migrations: Une solidarité de façade **p. 6**  
Etat de la coalition: Craquelures **p. 8**  
Wohnungsbau: Wir machen uns die Welt,  
wie sie uns gefällt **S. 10**  
Radio: Von Kreuzberg aus in die große Welt **S. 12**